ENCRES ACMÉ
pour bien écrire
EN VENTE
LIBRAIRIE DU
"Journal de Roubaix"
71, Grande-Rue, 71, ROUBAIX
33, rue Carnot, 33, TOURCOING

Journal de Roubaix

Cinquante-cinquième année. — N° 61
ADMINISTRATION : 71, Grande-Rue, à Roubaix
MERCREDI 2 MARS 1910

MAISON DU SOLEIL D'OR
25-27-29, Place du Théâtre, LILLE
BRONZES, MARBRES
Garnitures de Cheminée

ABONNEMENTS & ANNONCES
ROUBAIX : Aux bureaux du journal, Grande-Rue, 71.
TOURCOING : Aux bureaux du journal, rue Carnot, 33.
ARMENTIÈRES : Chez M. Henri-Lerouge, rue de la Station.
A TOURNAI : Chez M. Verdière, 23, rue Bourdon Saint-Jacques.
PARIS ET A BRUXELLES : Dans les agences de publicité.
En vente à Paris dans les Bibliothèques des gares et principaux kiosques

LE NUMÉRO 5 Centimes

ÉDITION DU MATIN
TOUS LES JOURS SIX et HUIT pages
BUREAUX & RÉDACTION
ROUBAIX, 71, Grande-Rue, Télép. 554 et 1070
TOURCOING, 33, rue Carnot, Téléphone 1240
TOUS LES JOURS SIX et HUIT pages

LE NUMÉRO 5 Centimes

TARIF D'ABONNEMENTS
Roubaix-Tourcoing, le Nord et les Départements limitrophes : Trois mois ... Six mois ... Un an ...
Les autres Départements et l'Etranger le port en sus.
AGENCE PARTICULIÈRE A PARIS, 26, RUE FEYDEAU

UNE JOURNÉE D'ÉMEUTE A HALLUIN

Les manifestants assiègent et saccagent les usines ; bagarres sanglantes ; plusieurs gendarmes blessés

NOTRE Situation économique

Récemment, M. Cruppi, ancien ministre du Commerce, a fait une fort intéressante conférence sur l'essor économique de la France.

Il a d'abord montré que, de plus en plus, « la destinée des nations est étroitement liée à leur développement économique, à leur puissance d'expansion industrielle et commerciale dans le monde ». Désormais les problèmes qui l'emportent sur tous les autres sont ceux « du travail et du capital, de la production, de l'échange et de la répartition des richesses ». Pour toute nation qui veut vivre, rien n'est plus nécessaire que l'action économique. Malheur à la nation qui reste « tassée sur elle-même comme un petit marchand dans une boutique étroite ! »

M. Cruppi nous a ensuite montré l'humanité du vingtième siècle se livrant sous nos yeux à un prodigieux effort. Pour s'en rendre compte, il faut examiner surtout le mouvement du commerce extérieur dans ces trois pays engagés aujourd'hui dans une lutte économique colossale : l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis.

Quant à la France, elle n'occupe plus sur le terrain commercial, que le quatrième rang. Cependant notre situation est intacte, et il semble qu'aucun espoir ne nous soit encore interdit. Nos richesses, notre forte unité, le prestige moral et intellectuel dont nous jouissons dans le monde, notre admirable position géographique à la proue de l'Europe, notre domaine colonial, largement accru par la République et auquel elle a le devoir de donner toute sa valeur, ces dons de la race et de la fortune, ces grands résultats de l'effort passé et présent, nous mettent dans les mains les promesses de l'avenir et l'outil d'un immense progrès. »

Mais il est temps de nous servir de cet outil.

Certainement le conseil est bon ; il nous est volontiers répété. Cependant n'en avons nous pas déjà profité ?

Examinons les tableaux de notre commerce extérieur. Nous ne possédons encore que ceux des onze premiers mois de 1909, mais on sait que la statistique commerciale de décembre dernier tend aussi au progrès. Le total des importations des onze premiers mois s'élève à 5.379 millions contre 5.042 en 1908. Nous avons importé davantage de produits étrangers. Et quels produits ? Surtout des matières nécessaires à l'industrie, (3.513 millions contre 3.189 millions en 1908). Nos usines ont plus travaillé. Des objets fabriqués, nous en avons également acheté pour 44 millions de plus que l'année dernière (soit 1.042 millions). Mais, si l'on regarde quels sont ces objets, on s'aperçoit que ce sont surtout des machines et mécaniques (201 millions), des outils, des peaux, etc., toutes choses utiles à la main-d'œuvre industrielle ou agricole.

Le compartiment des matières alimentaires accuse, par contre, une différence en moins de 31 millions (824 millions au lieu de 855), ce qui prouve que notre agriculture est de plus en plus florissante et que notre sol généreux assure désormais largement l'existence nationale.

Si les importations sont en accroissement l'exportation de nos produits l'est aussi : 4.962 millions contre 4.574 millions en 1908. Remarquons d'abord que nos exportations sont inférieures à nos importations.

Si nous en croyions les doctrinaires de la « balance commerciale », nous en conclurions que notre pays court à sa ruine, achetant plus qu'il ne vend. Mais on a fait justice depuis longtemps de ces théories, qui ne résistent pas à la vérification expérimentale : l'échange des richesses ne se borne, en effet, pas aux seules marchandises que la douane fait passer sous ses balances.

Tous les compartiments de notre exportation : objets d'alimentation, matières nécessaires à l'industrie, objets fabriqués, sont en progrès. Nos industriels de luxe tiennent la première place comme fournisseurs de l'étranger en tissus de coton, tissus de soie et de bourre de soie, tissus de laine, articles de Paris, carrosserie, modes et fleurs artificielles, peaux travaillées, etc., etc. Notre commerce de vins s'est élevé de 183 millions en 1908 à 192 millions pour les onze premiers mois de 1909.

Notre marché de l'argent a été aussi très remarquable. Les émissions de valeurs mobilières se sont élevées de 2.086 millions pour le marché officiel et de 1.231 millions pour le marché en banque, en 1908, à 3.444 et 1.635 millions en 1909 (décembre manquant toujours). Soit une augmentation de plus de moitié pour le marché officiel et d'un quart pour le marché en banque.

On a dit que l'année 1909 avait été, au point de vue général, « une année grise ». Il faut s'en réjouir. C'est dans cette monotonie superficielle qu'un peuple travaille le mieux et prospère.

Patrice Nollet.

BULLETIN

1er mars.

La Chambre a poursuivi la discussion de la loi des finances.

* * *

Le Sénat a adopté la loi assurant le secret du vote.

* * *

A Mourmelon, l'aviateur Legagneux a fait une chute de dix mètres et s'est grièvement blessé.

* * *

Les inondations continuent à Paris, en province et en Belgique. Les dégâts sont considérables.

* * *

Une explosion de grisou a eu lieu à Lourches, aux mines de Douchy. Il y a neuf blessés.

INFORMATIONS

Conférence ministérielle

Paris, 1er mars. — M. Briand a conféré, mardi matin, avec M. Pichon, au Quai d'Orsay.

La conférence Roosevelt à la Sorbonne

Paris, 1er mars. — La conférence que l'ex-président Roosevelt, retour de l'Afrique équatoriale, doit faire à la Sorbonne, est définitivement fixée au 15 avril.

Les princes danois à l'Elysée

Paris, 1er mars. — Le président de la République a reçu, cet après-midi, avec tous les honneurs dus à leur rang, le prince Christian et la princesse Alexandrine de Danemark, qui sont depuis deux jours à Paris.

Le « Parseval-V » voyage

Berlin, 1er mars. — On mande de Bitterfeld que le dirigeable « Parseval-V » est parti ce matin, à dix heures quinze, se dirigeant vers Berlin.

Les Wright contre Paulhan

New-York, 1er mars. — Les frères Wright ont obtenu de la Cour un arrêt enjoignant à Paulhan d'annuler divers engagements qu'il avait pris dans les Etats de l'Ouest et du Sud, et lui interdisant d'employer le biplan Farman et le monoplan Blériot.

Alphonse XIII à Melilla

Madrid, 1er mars. — Plusieurs journaux annoncent que le Roi d'Espagne et le ministre de la Guerre se rendront, la semaine prochaine, à Melilla.

Le « statu quo » dans les Balkans

Constantinople, 1er mars. — L'ambassadeur de Russie a déclaré que le voyage du Roi de Bulgarie en Russie n'avait qu'un but : le maintien du « statu quo » dans les Balkans.

L'archiduc héritier d'Autriche en Bavière

Berlin, 1er mars. — L'archiduc héritier d'Autriche François-Ferdinand, est arrivé ce matin à Munich, incognito.

Le nouveau président du Reichstag allemand

Berlin, 1er mars. — Le Reichstag a élu par acclamations, le comte Schwerin, président du Reichstag, en remplacement du comte de Stolberg-Wernigerode décédé il y a quelques jours.

Choses et Autres

Les conséquences de l'inondation.

On a pu remarquer que l'eau de la Seine, atteignant son plus haut niveau, avait nettoyé de façon sérieuse les arches de nos ponts. Mais seulement en amont, le nettoyage résultant surtout de la force avec laquelle les eaux s'avançaient, les arches, en aval, sont demeurées sales.

— Il faudrait, disait hier Calino, une crue... en sens inverse.

* * *

— La Chine vient de s'emparer du Thibet par la force et sans aucun motif.

— Diable ! Elle se civilise, décidément...

L'air s'échappe d'un vase que l'on remplit : l'homme qui se remplit de vérités morales, se débarrasse de l'orgueil.

(Sénèque).

LES VICTIMES DE L'AVIATION

UNE CHUTE DE LEGAGNEUX à Mourmelon

Mourmelon, 1er mars. — *Legagneux, pilotant un biplan à queue, est tombé d'une hauteur de dix mètres. Au moment où il virait, il a été pris par un coup de vent. Legagneux tomba sur le côté gauche. On se précipita pour le relever, mais l'aviateur gisait évanoui au milieu des débris de sa machine volante.*

Il fut transporté aussitôt à son hangar et on courut à l'hôpital militaire chercher du secours.

Legagneux paraît fortement touché. Son appareil est complètement brisé.

FRANCE & MAROC

La Soumission de Moulaï-Hafid

Paris, 1er mars. — Le ministre des affaires étrangères communique une note disant que le sultan du Maroc a donné satisfaction sur tous les points, aux demandes contenues dans la sommation qui lui a été remise par M. Gaillard, notre consul à Fez.

Moulaï-Hafid, en signant l'accord, a donné pleins pouvoirs à El Mokri pour achever les négociations sans en référer à Fez.

Les MÉFAITS des AVALANCHES aux Etats-Unis

Deux cents morts !

New-York, 1er mars. — On craint que les 150 ou 200 mineurs qui habitaient le village de Mate n'aient tous péri sous l'avalanche qui a écrasé le village pendant la nuit.

Six cents mineurs travaillent désespérément à les secourir.

Est-ce la Grève des Chemins de fer ?

Une journée de négociations

Paris, 1er mars. — Ainsi qu'il en avait été décidé lundi, la délégation de la fédération nationale des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer s'est présentée, mardi après-midi, au Palais-Bourbon.

Reçus par MM. Berteaux et Groussier, ils ont exposé leurs griefs, disant qu'ils réclamaient un minimum et que si satisfaction ne leur était pas donnée, ils proclameraient la grève dans les quarante-huit heures.

Les délégués ont été ensuite entendus par la commission des chemins de fer. Ils se sont déclarés peu satisfaits de leur entretien et sont partis au ministère des travaux publics demander audience à M. Millerand. Celui-ci étant à la Chambre, les délégués sont retournés au Palais-Bourbon, où à cinq heures, M. Millerand se décidait à les entendre.

Entre temps, M. Deloncle annonçait qu'il allait porter la question à la tribune si satisfaction n'était pas donnée aux délégués.

M. Millerand a reconnu le bien fondé de certaines réclamations et a dit qu'il allait donner des ordres pour réparer les préjudices causés et élever le taux des primes pour faire remonter le salaire des chauffeurs-mécaniciens.

La grève paraît donc évitée.

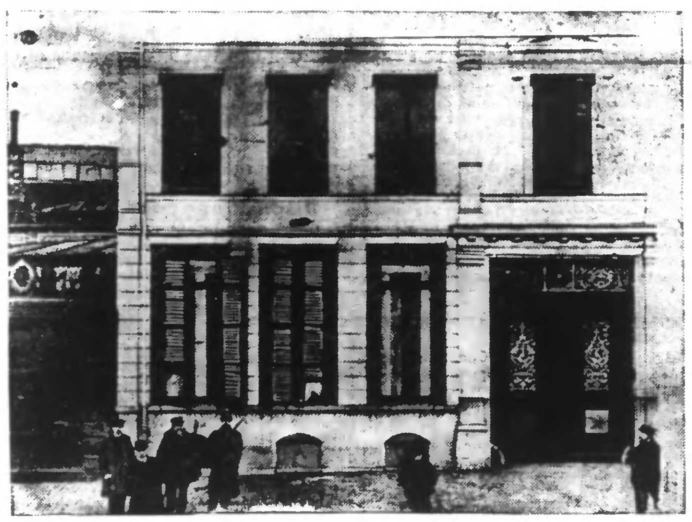
LA GRÈVE DANS LES TISSAGES DE TOILE A HALLUIN

Une Journée d'Emeute

LES MANIFESTANTS ATTAQUENT LES USINES, BRISENT LES PORTES ET LES FENÊTRES ET LAPIDENT LES GENDARMES

La matinée. --- Devant les usines. --- Une entrevue avec M. Defretin, maire. --- Les manifestations. --- Les premières scènes de désordres. --- Usines envahies. --- Portes et fenêtres brisées. --- Les gendarmes lapidés sont impuissants à rétablir l'ordre. -- Des barricades

Nos lecteurs ont été tenus au courant, au jour le jour, de la situation de la grève, qui a éclaté, depuis six semaines, à Halluin. Cette grève vient de prendre une autre physionomie et les événements graves que l'on prévoyait depuis plusieurs jours se sont produits : Halluin a vu se renouveler mardi, les scènes regrettables de 1903. Ce fut une journée de véritable émeute, et durant plusieurs heures, les grévistes ont été les maîtres de la ville. Les forces de gendarmerie qui se trouvent sur les lieux se sont trouvées impuissantes à réprimer les troubles et les gendarmes n'ont pu qu'assister impuissants, aux désordres qui se produisaient sous leurs yeux. Le spectacle qui s'est déroulé durant toute la matinée ne peut qu'imparfaitement se traduire et il faut en avoir été le témoin pour s'en faire une idée exacte.



LA MAISON LEMAITRE-DEMEESTERE

Notre photographie montre un panneau de la porte arrachée et des fenêtres dont les volets ont été détériorés et remplacés, à la première fenêtre, par des planches.

Une Circulaire

Dans la matinée, la commission intersyndicale a fait distribuer en ville, une circulaire dont voici le contenu :

L'accord établi chez MM. Defretin et Lemaitre. Les ouvriers veulent reprendre le travail et ne peuvent pas. — La liberté du travail violée. Continuez à verser votre obole aux victimes du patronat.

Travailleurs et Commerçants,

Nous vous devons quelques explications sur la situation de la grève, afin que vous puissiez juger l'attitude des patrons.

Comme vous le savez, la grève des tisserands de toile dure depuis le 18 octobre. Il y a quelques semaines, les patrons prétendaient que la grève durait parce que les meneurs politiques le voulaient.

Les patrons rendaient ces personnes responsables de la misère dont les hommes, les femmes et les enfants souffraient.

Les patrons étaient-ils sérieux ?

Sur ce, nous attirons votre attention.

Samedi, quand les dernières concessions furent faites chez Defretin et Lemaitre, le conflit fut solutionné.

Il restait le tarif de la préparation, que ces patrons déclaraient ne vouloir discuter qu'après la grève.

La Commission intersyndicale s'était mise d'accord, à condition que le travail soit repris de suite.

Qu'est-il arrivé ? Les patrons ne veulent laisser reprendre le travail que lorsque l'accord sera établi chez tous les patrons.

Mais qui est la cause que cet accord n'est pas encore établi ?

Tous les patrons et personne d'autres. Quelques messieurs qui jouent avec la vie de milliers d'hommes, femmes et des milliers d'enfants irresponsables, qui sont aussi touchés dans leur existence.

C'est véritablement scandaleux ce que font les patrons.

Mais quel fait étonnant de voir que les ouvriers veulent reprendre le travail et qu'ils ne peuvent pas parce que les portes des patrons restent fermées et protégées par la police.

Le ministre du travail sera questionné à ce sujet.

En tous les cas, les ouvriers ont manifesté lundi matin leur désir de vouloir reprendre le travail. Dans une attitude calme, les ouvriers des usines Defretin et Lemaire sont demeurés devant les portes fermées.

Mardi, à nouveau, les ouvriers de ces fabricants se présenteront aux portes de leur usine dans une attitude calme, parce qu'ils savent qu'en employant la violence ils n'ont rien à gagner.

Les patrons, par leur attitude, ont montré, une fois de plus, à la classe ouvrière, qu'ils n'ont qu'un intérêt : semer la discorde.

Restons donc unis, camarades. Pas de division et soutenons les camarades en lutte qui défendent une cause juste pour le bien-être de toute leur famille. Et que cette longue lutte serve de leçon aux travailleurs, pour s'organiser plus solidement dans l'avenir.

Aux ouvriers et aux commerçants de juger l'attitude des patrons.

Aujourd'hui, 1600 à 1700 ouvriers pouvaient reprendre le travail. Les patrons ne l'ont pas voulu. Ils en porteront seuls la responsabilité.

A tous les travailleurs, nous demandons de continuer à faire preuve de solidarité. Versez tous votre obole !

Vive l'union ouvrière ! Vive la solidarité !

La Commission intersyndicale.

Les manifestations se renouvellent devant les usines

Comme la veille, dès 8 heures 1/2 du matin les grévistes se portent en masse devant les usines de MM. Defretin et Lemaitre, rue de la Gare, rue du Moulin et à Malplaquet. Rue du Moulin les manifestants sont quelques centaines, rue de la Gare, ils sont plus nombreux, 7 ou 800 environ. Au Malplaquet, à cette même heure, les grévistes ne sont pas plus de 200.

Tout le monde semble calme; « l'Internationale » se fait entendre, mais bien faiblement et reste sans écho. Comme la veille une dizaine de gendarmes à pied seulement assurent l'ordre; devant l'usine Defretin se trouvent les membres de la commission intersyndicale.

A un certain moment, la commission intersyndicale, M. Vandeputte en tête, fend les rangs de la foule et vient trouver M. Faudot, commissaire-spécial de la Préfecture, pour lui demander qu'il veuille bien leur faciliter une entrevue avec M. Defretin, sinon comme patron, du moins comme maire de la ville.

Une nouvelle entrevue

M. Faudot y consent et pénètre chez M. Defretin. Quelques instants plus tard il reparaît dans l'encoignure de la porte et fait signe aux délégués qu'ils peuvent entrer.

M. Defretin reçoit les membres de la commission avec une grande amabilité.

M. Vandeputte prend la parole et déclare être venu trouver M. Defretin, moins comme patron que comme maire, pour lui demander de servir de médiateur dans le conflit qui divise la population d'Halluin.

Il lui demande aussi si les industriels ont l'intention de ne laisser reprendre le travail que si l'accord est complet entre tous les patrons.

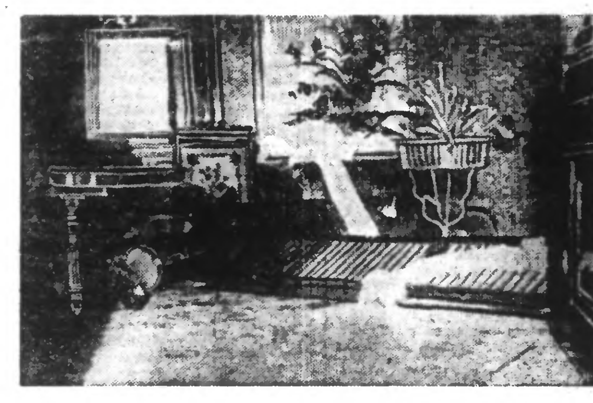
M. le maire lui répond que les patrons sont solidaires les uns des autres comme les ouvriers. Le contrat qui les lie est formel et ils ne peuvent s'y dérober.

« Cependant, fait remarquer M. Vandeputte, les patrons ayant signé l'accord pourraient intervenir près des autres industriels et les amener à faire quelques concessions, afin d'arriver plus rapidement à la fin du conflit. »

M. le maire répond que si l'entente était complète entre quatre ou cinq maisons, il y aurait probablement moyen d'arriver à un résultat.

M. Faudot fait remarquer, à ce propos, que M. Odou, membre du Conseil des prud'hommes, aurait proposé la reprise générale du travail, quitte à continuer l'examen des tarifs de la maison Ovigneur par la suite.

La proposition, qui n'est qu'officieuse serait acceptée par la commission intersyndicale si M. Ovigneur donnait l'assurance aux ouvriers de sa maison d'élever son tarif au niveau de celui des autres industriels, car il est très probable que dans le cas contraire on en arriverait à une seconde grève.



SALON DE LA MAISON LEMAITRE-DEMEESTÈRE

Les délégués se retirent en exprimant l'espoir de voir se terminer au plus tôt ce conflit.

Pendant qu'avait lieu cette entrevue, un mouvement se dessine parmi les manifestants qui se trouvent massés devant l'établissement Defretin. On les voit, par petits groupes se retirer pour se diriger vers la gare et ensuite s'engager sur le pavé de Linselles.

Au Malplaquet

Les grévistes envahissent l'usine Lemaitre, sans commettre de dégâts. - Les gendarmes interviennent et sont lapidés. - Les manifestants regagnent le centre

Dès neuf heures du matin, une bande de grévistes, comprenant à peu près 200 personnes, stationnent aux abords de l'usine Lemaitre, où la veille avaient eu lieu de graves incidents, ainsi que nous l'avons relaté. Mais ils étaient calmes.

L'usine était protégée par sept ou huit gendarmes et deux agents de police, sous les ordres de M. Dufour, commissaire spécial de la préfecture.

A un certain moment, un mouvement se produit ; les manifestants se rapprochent de la porte dans l'intention de la forcer, mais devant l'attitude énergique des gendarmes, ils renoncent à leur projet.

Cependant une autre bande, composée d'une trentaine de grévistes, contourne l'usine et se dirige vers la Lys, qui longe l'établissement. A cet endroit existe une porte étroite. Tout auprès se trouve un tas de ferrailles. Les ouvriers y découvrent une assez grosse barre de fer qui leur sert de bélier et au moyen de laquelle ils réussissent à enfoncer la porte.

Ils entrent dans la salle des machines, puis dans le tissage. Là, ils se trouvent en présence du directeur, M. Henri Ramon, que le bruit avait attiré. M. Ramon, disons-le, est très sympathique aux ouvriers et possède une grande influence sur eux. Il les exhorte au calme et leur conseille, dans leur propre intérêt, de se retirer sans commettre aucune déprédation. Ses avis sont accueillis par les grévistes qui se retirent.

LES GRÉVISTES, A SIX HEURES DU SOIR, SE RASSEMBLENT AUTOUR DU KIOSQUE

Au même moment, des troubles éclataient dans la rue, en face de la grand'porte de l'usine. Les manifestants, dont le nombre s'était considérablement augmenté par l'arrivée de groupes nombreux venus du centre de la ville, commencent à sortir de leur calme et soudain des pierres sillonnent l'air. Les gendarmes sont le point de mire des projectiles ; néanmoins, ceux qui sont atteints ne sont que légèrement contusionnés. Mais comme la situation menace de s'aggraver, M. Dufour fait demander par téléphone à la mairie qu'on lui envoie des renforts.

Une dizaine de gendarmes à cheval se précipitent au galop vers le Malplaquet. A leur vue, les manifestants s'agitent, des huées s'élèvent. La surexcitation grandit.

Les rangs s'ouvrent pour laisser passer les chevaux et tout aussitôt on recommence à jeter des pierres.

Les gendarmes Rousselle, d'Hérin, et Fleury, de Thiant, sont atteints et blessés à la tête.

Chez le concierge de l'usine, plusieurs carreaux volent en éclats.

Les gendarmes se déploient alors sur la route et chargent la foule menaçante. Les manifestants s'éparpillent et se réfugient à droite et à gauche dans les champs.

Peu après, le groupe se reforme plus loin, puis se scinde en deux tronçons qui gagnent la Place par le gravier de Bousbecque, et pénètrent en ville par la rue du Midi.

Ils sont à ce moment plus d'un millier.

A l'établissement Defretin rue de la Gare

Les vitres brisées. -- Le commissaire de police fait des sommations Les gendarmes chargent

Arrivés à la hauteur de la rue de Linselles, les grévistes se séparent. Un des groupes se dirige vers l'usine de M. Defretin, rue de la Gare, tandis que l'autre se met en marche dans la direction de l'établissement Ovigneur rue de Linselles.

Tout d'abord le premier groupe passe devant l'usine Defretin sans s'arrêter. Le rassemblement s'opère sur la Place Verte. Les manifestants semblent se concerter.

Puis sur un signal, ils retournent sur leurs pas, dans le but de manifester devant l'établissement de M. le Maire.

M. Thavernon, commissaire de police, se porte à leur rencontre, ceint de son écharpe et leur enjoint de se disperser. Mais au lieu de l'écouter, ils ramassent à terre des briques, des pavés et les lancent dans les fenêtres.

Une nouvelle charge est ordonnée. Les gendarmes refoulent les manifestants vers la Place Verte. Une brique est lancée sur un gendarme ; elle manque son but et va briser une vitre de l'estaminet Viaene-Knockaert.

Le commissaire et le capitaine de gendarmerie Baert, invitent à nouveau les ouvriers à rester calmes. Ceux-ci semblent prêts à les écouter. Ils se dispersent, mais ne quittent pas la Place Verte.

A l'usine Ovigneur

Les mêmes scènes se reproduisent

Le groupe qui s'était dirigé vers l'usine Ovigneur comptait environ 500 manifestants. Aussitôt arrivés devant cet établissement, ils se mirent à jeter des pierres. Les [illegible]